

BULLETIN DE LA

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Syndicat National CGT des Travailleurs de la Recherche Scientifique

10 Rue de Solferino Paris 7

Tel. 551 7139



Supplément du
N° 148 Juillet 1973

INDOCHINE : après les Accords

Le 25 avril 1970, la Conférence au Sommet des Trois Peuples d'Indochine notait dans sa Déclaration :

« L'impérialisme américain est l'ennemi le plus dangereux de l'Indochine et de toute l'Humanité ».

Grâce à cette Conférence, les trois peuples ont pu coordonner leurs efforts, faire face ensemble et surtout à leur agresseur commun. Face à cette force nouvelle,

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN A DU RECULER...

DEVANT LE PEUPLE VIETNAMIEN

et la lutte exemplaire qu'il a su mener au prix d'innombrables sacrifices, le gouvernement des Etats-Unis a été contraint à signer, le 27 janvier 1973 à Paris, l'« Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix ».

Aux termes de cet Accord, les Etats-Unis se sont engagés à :

- respecter « l'indépendance, la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale du Viet Nam » ;
- cesser « leur engagement militaire ou leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud Vietnam » ;
- reconnaître que « le droit d'autodétermination de la population sud-vietnamienne est un droit sacré et imprescriptible ».

Ils ont été obligés de reconnaître la réalité qu'au Sud Vietnam il existe deux administrations (celle du G.R.P. et celle de Saigon), deux armées, deux zones de contrôle, et trois forces politiques (la troisième composante politique étant essentiellement constituée par des opposants au régime fasciste et tortionnaire de Thien).

DEVANT LE PEUPLE LAOTIEN

qui a choisi de placer sa lutte patriotique sous la direction du Pathet Lao, le Gouvernement des Etats-Unis a dû reconnaître son échec en signant, le 21 février 1973 à Vientiane, l'« Accord de Vientiane sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale ». Pour ce peuple, ce fut une victoire décisive pour son indépendance et sa liberté.

En effet, l'Accord prévoit :

- la formation d'un gouvernement d'union constitué pour moitié de membres du Pathet Lao ;
- le démantèlement des bases de la C.I.A. ;
- le retrait des troupes mercenaires étrangères ;
- le rétablissement de toutes les libertés démocratiques.

DEVANT LE PEUPLE CAMBODGIEN

qui poursuit inlassablement sa lutte de libération nationale sous la direction du F.U.N.K. (Front Uni National du Kampuchea) il subit chaque jour de cuisants échecs qui montrent au monde entier la détermination totale de ce peuple à libérer son pays des impérialistes U.S. et du pouvoir fantoche qui les sert.

Les forces armées populaires contrôlent en effet 90% du territoire. Phnom Penh, la capitale, assiégée et asphyxiée, ne peut être ravitaillée que d'une façon très précaire. Le dictateur Lon Nol est totalement isolé, affolé, ne trouvant même plus de réconfort auprès des membres du Comité pour le Développement des Sciences Occultes, dont il est pourtant le Président !

Le voyage triomphal que Norodom Sihanouk a effectué dans les zones libérées, en mars et avril 1973, a clairement montré que la solidarité, l'unité entre les forces combattantes de l'intérieur et de l'extérieur, sont réelles et totales. Et que le G.R.U.N.C. (Gouver-

nement Royal d'Union Nationale du Cambodge) qu'il préside est bien le seul et vrai représentant de tout le Cambodge.

... MAIS IL DEMEURE

Au cours d'une interview, en décembre 1972, LY VAN SAU, porte-parole du G.R.P., déclarait :

« Etant donné le caractère de l'impérialisme U.S., même lorsque la signature sera arrachée, l'impérialisme demeurera. Le bossu reste bossu jusqu'à sa mort ».

Malgré l'apparence, ces paroles n'avaient rien de prémonitoire. Elles étaient le fruit d'une analyse lucide de la vraie nature de l'impérialisme. Etant ce qu'il est, l'impérialisme américain ne peut et ne veut ni tirer les leçons de ses échecs successifs et de plus en plus retentissants, ni renoncer à ses visées néo-colonialistes.

La « doctrine Nixon » continue d'être appliquée en Indochine. Elle consiste à s'appuyer sur des régimes fantoches désavoués par la population mais artificiellement maintenus en place, abreuvés qu'ils sont par un flot de dollars et d'armes de toutes sortes.

AU LAOS, les clauses de l'Accord de Vientiane sont foulées aux pieds; la C.I.A. continue de faire la pluie et le beau temps, excellent surtout dans la pluie de bombes. Génocide !

AU CAMBODGE, depuis plus de deux mois la totalité des B-52 opérationnels déversent en moyenne 3.000 tonnes de bombes chaque jour, faisant ainsi un grand nombre de victimes parmi la population civile. Dirigés à partir de l'ambassade U.S. de Phnom Penh, ces bombardements terroristes rasant villages et petites villes provinciales. Génocide !

AU SUD VIETNAM, si les prisonniers américains ont été tous libérés, tel n'est pas le cas des 200.000 à 300.000 prisonniers politiques qui devaient être libérés dans un délai de 90 jours à dater de la signature des Accords de Paris, mais qui croupissent encore dans les geôles et les tristement célèbres cages à tigres du puissant appareil répressif de Thieu. Malades, affamés, sauvagement torturés, beaucoup de ces prisonniers civils meurent dans les bagnes. Certains ont été portés « disparus », c'est-à-dire assassinés. La vie de tous est menacée. Génocide !

Les Etats-Unis n'ont pas démantelé leurs bases militaires, ils les ont « données » au régime de Saigon. Ils ont laissé sur place des milliers de conseillers déguisés en civils. Quant à l'armée fantoche, elle attaque quotidiennement les zones libérées, contrôlées par le G.R.P.

Mais toutes ces agressions sont

a) accueillies avec sang-froid et détermination par la population et les Forces Armées Populaires de Libération,

b) sévèrement punies lorsqu'elles sont répétées et lorsqu'elles prennent le caractère d'opérations militaires de grande envergure, comme cela est arrivé dans la province de Quang Tri et dans le delta du Mékong.

Dans sa déclaration du 25 février 1973, « le G.R.P. de la R.S.V.N. réaffirme, immuablement, sa position, à savoir qu'il exécutera sérieusement et scrupuleusement

toute clause de l'Accord et qu'il ne tolérera jamais tout acte de violation de cet Accord par l'administration saïgonnaise. Les Etats-Unis et l'administration saïgonnaise doivent endosser entièrement la responsabilité des conséquences de leurs actes de violation délibérés de l'Accord de Paris sur le Vietnam ».

L'Accord du 15 juin met Nixon et Thieu au pied du mur en réaffirmant et précisant les points des Accords de Paris que Washington et Saigon n'ont cessé de violer. Ainsi se poursuit la lutte pour faire tourner l'engrenage de la paix jusqu'à la restauration complète de l'autodétermination, malgré l'obstination cynique de l'impérialisme américain.

IL DOIT ÊTRE VAINCU !

Comme l'a déclaré Nguyen Van Hieu, Ministre du G.R.P., le 26 avril à la Mutualité : « l'impérialisme américain, quelles que soient sa barbarie et sa perfidie, sera vaincu ».

Pour cela, nous devons agir encore, et plus déterminés que jamais, pour soutenir la lutte des peuples d'Indochine contre l'impérialisme U.S. pour que les bombardements cessent au Cambodge, pour que les prisonniers politiques soient libérés au Sud Viet Nam, pour que toutes les clauses des Accords de Paris et de Vientiane soient respectées.

C'EST AUSSI NOTRE AFFAIRE

Ayant participé à la Conférence Internationale de Paris du 26 février 1973, le gouvernement français a le devoir de veiller au strict respect des clauses de l'Accord de Paris du 27 janvier 1973.

C'est d'abord sur le gouvernement de notre pays que nous devons faire pression pour

○ qu'il dénonce les bombardements de génocide au Cambodge;

○ qu'il reconnaisse le G.R.U.N.C. comme authentique gouvernement;

○ qu'il veille au strict respect des Accords de Paris, en commençant lui-même par traiter en termes d'égalité le G.R.P. et Saigon.

Parmi nos collègues et dans le reste de l'opinion française, avec les moyens qui nous sont propres, notre devoir est de :

— mettre l'accent sur l'extrême gravité de l'agression subie quotidiennement par le peuple cambodgien, sur la justesse de la lutte que mènent le F.U.N.C. et le G.R.U.N.C. pour retrouver l'indépendance et la liberté.

— signer et faire signer largement l'appel de France-Cambodge — repris par le Collectif — pour l'arrêt de l'intervention américaine au Cambodge, pour la reconnaissance du G.R.U.N.C. par le gouvernement français comme seul gouvernement légitime du pays.

— intensifier la campagne de protestation contre la détention illégale et les tortures infligées à plus de 200.000 prisonniers politiques, en liant toujours ce problème au problème politique général du respect et de l'application intégrale des Accords de Paris, en montrant qui les viole.

— faire comprendre à tous que par de multiples médiations, les luttes syndicales en France et la lutte, combien plus dure des peuples d'Indochine pour la dignité, la paix, l'indépendance, sont fondamentalement convergentes.

L'intervention Américaine au Cambodge

L'intervention militaire et politique des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Cambodge prend des proportions de plus en plus monstrueuses, avec des bombardements dont l'intensité égale celle des raids de décembre 1972 sur la R.D.V.N., avec l'introduction de troupes thaïlandaises et saïgonnaises, avec le rôle direct de l'ambassade américaine à Phnom Penh dans la direction des opérations de guerre, avec le replatrage du régime Lon Nol sur injonction des émissaires de Nixon.

Cette escalade se produit au moment où se manifeste d'une façon éclatante l'inconsistance des arguments mis en avant par Nixon. En effet, le régime Lon Nol, en pleine décomposition, apparaît, encore plus qu'auparavant, isolé et artificiel ; la participation de forces nord-vietnamiennes aux combats est démentie par les sources américaines elles-mêmes ; en signant l'Accords de Paris, les Etats-Unis se sont engagés à cesser leurs raids sur le Cambodge.

Il est nécessaire d'examiner ces divers points sur la base d'informations précises.

* * *

L'INTERVENTION MILITAIRE U.S. ET LES BOMBARDEMENTS

« Au Cambodge, l'aviation américaine a - selon le Pentagone - déversé au mois de mars 1973 à peu près 40.000 tonnes de bombes, soit sensiblement le même tonnage que celui qui a été largué sur le Viet Nam du Nord pendant les raids massifs de décembre 1972 ». (*Le Monde*, 27-4-1973).

« Treize vagues de bombardiers américaines B-52 ont effectué mardi (24 avril) le raid le plus violent depuis le début de la guerre, déversant 1.200 tonnes de bombes sur la R.N. 4, au sud de Phnom Penh. D'après le Pentagone, 110.000 tonnes de bombes ont été larguées, depuis le 27 janvier, sur le Cambodge et le Laos ». (*Le Monde*, 26-4-1973).

« La VII^e flotte intervient au Cambodge », titre, ce lundi 7 mai, le journal saïgonnais *Dien Tin* (proche du général Duong Van Minh), selon lequel l'appareil qui s'était écrasé vendredi près de Phnom Penh avait décollé d'un porte-avions ». (*Le Monde*, 8-5-1973).

« Toute l'aviation américaine stationnée dans le Sud-Est Asiatique et dans le Pacifique de divers types dont les B-52, les F-104, les F-105, les F-111, les AC-130, les C-130 ainsi que les avions d'observation VO-10, a concentré ses attaques contre le Cambodge. Quotidiennement on peut dénombrer jusqu'à 120 appareils B-52 opérant plus de 200 raids, par vague de 2 à 3 appareils. Le nombre des avions utilisés contre le Cambodge dépasse largement celui employé au plus fort de la guerre d'agression américaine contre toute l'Indochine.

Pendant le mois de mars 1973, les B-52 ont effectué 1.800 bombardements sur le Cambodge contre 1.000 bombardements qu'ils avaient effectués pour toute l'Indochine.

Les bombardements augmentent d'intensité et de rythme depuis que l'aviation américaine a été libérée de ses bombardements au Viet Nam, en particulier depuis le début du mois de mars 1973. Ils se font nuit et jour. Dans la région est du Cambodge, on en a dénombré plus de 600 pour le mois de mars 1973.

Certaines régions de la partie Nord-Est, dans Kratié, Stung-Treng, autour de Phnom Penh, ont été soumises aux bombardements continus de plus de 48 heures.

L'aviation U.S. a concentré ses raids sur de nombreuses régions peuplées du pays, notamment le long des routes nationales 1, 2, 3, 4, 5, sur les deux rives de Mékong depuis la frontière du Sud-Viet Nam jusqu'à la porte de Phnom Penh, dans les environs des villes de Takéo, Kompong Speu, Prey Veng, Kompong Thom, la région Nord-est du Cambodge, les provinces de Kratié, Stung Treng, Preah Vihear, Oddar Meanchey, la région de Tramknar, et dans les banlieues de Phnom Penh.

Les bombardement U.S. ont fait de nombreuses victimes parmi la population civile, surtout parmi les vieillards, femmes, enfants, et des destructions énormes des objectifs civils : monuments historiques, temples, pagodes, habitations, cultures. Plusieurs centaines de pagodes et plusieurs milliers de villages, centres, maisons ont été détruits par ces bombardements barbares et généralisés ». (Communiqué de la Mission du G.R.U.N.C. à Paris, 24-4-1973).

L'INTERVENTION DE LA THAILANDE ET DE SAIGON

« Le Département d'Etat a reconnu mardi (24 avril) que 300 militaires cambodgiens et un nombre moindre de militaires laotiens ont été entraînés, en Thaïlande, par des instructeurs américains ». (*Le Monde*, 26-4-1973).

« Des « forces spéciales » formées de « volontaires » venus de différents pays d'Asie du Sud-Est - dont une majorité de Thaïlandais - participent depuis quelques jours à des opérations dans la partie occidentale du Cambodge, a-t-on appris de source bien informée à Bangkok. Ces Thaïlandais auraient été prélevés sur les unités de mercenaires qui opèrent au Laos sous le contrôle de la C.I.A. ». (*Le Monde*, 24-4-1973).

« M. Bray (porte-parole du Département d'Etat) a reconnu que des avions militaires américains d'observation sont basés en Thaïlande, qu'ils sont pilotés par des Américains et ont à bord des observateurs de la même nationalité. Ces vols sont destinés « à aider

le Cambodge à assurer sa propre défense ». (*Le Monde*, 25-4-1973).

« Après avoir reçu le rapport du général Alexander Haig, le président Nixon a réuni son conseil de sécurité et arrêté les mesures de « sauvetage », lesquelles consistent à faire envahir massivement de nouveau le Cambodge par les troupes fantoches de Saïgon et de Bangkok, sous la couverture de l'aviation américaine. Ce plan d'invasion a été mis en exécution le 15 avril 1973, quand les forces de Saïgon comprenant plusieurs milliers d'hommes appuyés par des tanks et chars blindés ont traversé la frontière et envahi le territoire cambodgien en deux points, le long de la route nationale 2 et sur les rives du Mékong ». (Déclaration du G.R.U.N.C., 17-4-1973).

LE ROLE DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE A PHNOM PENH

« Un comité de la commission des affaires étrangères du Sénat américain a rendu publiques vendredi les conclusions d'un rapport préparé par MM. Moose et Loewenstein. Ce document confirme que l'ambassade des Etats-Unis à Phnom Penh est mêlée de près à la conduite de la guerre, un centre de communications y étant abrité afin de guider les bombardements; 80% des opérations américaines au Cambodge sont dirigées contre les adversaires directs du régime Lon Nol, et les lignes de communications vietnamiennes sont de moins en moins visées. Le sénateur Symington a, au vu de ce rapport, vivement critiqué la politique de M. Nixon, qui, a-t-il dit, intervient dans une guerre civile sans l'autorisation du Congrès et même en contradiction avec la législation adoptée en 1970 par les élus. Après avoir souligné que Washington ne fait que soutenir un régime impopulaire, le sénateur a ajouté : **« A cette heure tardive de la longue guerre d'Indochine, il est naturellement tragique d'assister au commencement d'un autre épisode, immoral et d'envergure, qui n'a rien à voir avec la sécurité des Etats-Unis ».** (*Le Monde*, 29, 30-4-1973).

LA DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE PHNOM PENH

Depuis que le régime « républicain » a été instauré à Phnom Penh, il n'a cessé de régresser sur tous les plans: économiques, politiques, militaire et moral. Les Forces armées populaires de libération khmères ont libéré 90 % du territoire et 5 millions et demi d'habitants sur 6 millions. (et à la différence du Sud Viet Nam, le F.U.N.K. contrôle des villes depuis le début de son combat). D'une phase défensive où les efforts consistaient à briser les grandes opérations de ratissage contre la zone libre, les F.A.P.L.K. sont passées depuis le début de 1972 à une phase offensive ininterrompue. Pendant le deuxième semestre de 1971, en ripostant à l'opération Tchenla II, les F.A.P.L.K. ont brisé l'épine dorsale de l'armée de Phnom Penh. L'offensive des forces armées du G.R.P. au Sud Viet Nam, en contraignant les soldats de Thieu à se retirer du Cam-

bodge pour se reporter sur les fronts vietnamiens, a accentué le repli militaire général des armées de Phnom Penh.

Une pression constante sur les voies de communications routières et fluviales a porté Phnom Penh à la limite de l'asphyxie économique et morale; elle contribue à aggraver les contradictions internes du régime « républicain »: émeutes du riz, revendications salariales et manifestations politiques de toutes les catégories sociales (ouvriers, fonctionnaires, lycéens et soldats) sont des dénonciations implicites et parfois explicites des hommes au pouvoir et de leur politique.

Le régime de Lon Nol est au surplus miné par des dissensions internes, que les replatrages récemment opérés par les Américains ne sauraient dissimuler.

« A Phnom Penh, où la pression sihanoukiste continue de s'accroître, le maréchal Lon Nol semble être parvenu à un accord politique avec ses principaux adversaires. Un comité exécutif de quatre membres comprenant le chef de l'Etat et MM. Sirik Matak, In Tam et Cheng Heng serait mis en place. Tous quatre auraient des prérogatives égales et aucun d'entre eux ne disposerait d'un droit de veto. En outre, l'Assemblée nationale - composée exclusivement de membres du parti du maréchal - serait « mise en veilleuse » pour trois à six mois. Le Parlement a d'ailleurs été convoqué lundi en séance extraordinaire. Le président de la République céderait ainsi la majeure partie des pleins pouvoirs dont il bénéficiait. Cette décision devrait satisfaire les Américains, soucieux d'élargir la base d'un régime en fort mauvaise posture, à moins qu'elle n'ait été inspirée par le général Haig conseiller du président Nixon, qui s'est récemment rendu à Phnom Penh ». (*Le Monde*, 24-4-1973).

A l'intérieur même de la capitale cambodgienne, la lutte politique contre le régime imposé par les Américains unit les couches populaires les plus exploitées et les intellectuels.

Ainsi, les propriétaires de cyclo-poussettes font appel à la police militaire pour accroître les tarifs auxquels les véhicules sont loués aux cyclo-pousseurs, et un véritable racket est organisé contre ces derniers, qui organisent à leur tour la lutte pour de meilleures conditions de vie et des libertés démocratiques.

Malgré une répression qui s'acharne particulièrement contre eux, les étudiants et enseignants ont réussi des grèves et manifestations dont le retentissement a été considérable.

CE SONT LES CAMBODGIENS EUX-MEMES QUI SE BATTENT POUR LIBÉRER LEUR PAYS

« Contredisant les affirmations de Washington, des sources de l'ambassade américaine à Phnom Penh ont affirmé qu'elles ne disposaient d'aucune preuve vérifiable ou documentée sur un éventuel engagement des troupes nord-vietnamiennes ou du G.R.P. dans les combats qui se déroulent au Cambodge depuis près de trois mois. Il y a, selon ces sources, environ quarante mille communistes vietnamiens au Cambodge, mais

ils s'occupent de logistique ou de l'organisation de la lutte au Viet Nam du Sud et ne représentent pas « une force significative » dans la guerre khmère. De plus, « personne n'a été capable de prouver » la présence de cadres vietnamiens aux côtés des sihanoukistes. « Toutes les estimations indiquent » que les soldats du maréchal Lon Nol se battent contre des Cambodgiens commandés par des Cambodgiens, ajoutent ces Américains ». (*Le Monde*, 22, 23-4-1973).

« M. Samuel Adams, expert de la C.I.A. pour les affaires khmères, vient de remettre sa démission. Il accuse l'agence, pour laquelle il a travaillé pendant dix ans, compilant notamment une histoire du mouvement communiste cambodgien, de sous-estimer « grossièrement » les dimensions de l'insurrection locale et de refuser d'admettre que le conflit en cours est « une guerre civile ». M. Adams déclare au *New York Times* que les insurgés cambodgiens, au nombre, selon lui, de quelque deux cent mille, sont pratiquement indépendants » et qu'il n'y a « pas plus » de deux mille Nord Vietnamiens luttant à leurs côtés ». (*Le Monde*, 19-5-1973).

L'ACCORD DE PARIS

« Les pays étrangers mettront fin à toutes les activités militaires au Cambodge et au Laos (...). Les affaires intérieures du Cambodge et du Laos doivent être réglées par leurs peuples respectifs, sans ingérence étrangère ». (Art. 20, § b et c).

Les impérialistes américains n'ont pu l'emporter en Indochine mais ils n'ont pas renoncé à y conserver des positions importantes. Le Q.G. des forces américaines au Viet Nam a été transféré en Thaïlande, leurs forces aériennes continuent d'intervenir. Sous des formes détournées, le renforcement financier et militaire des gouvernements de la mouvance américaine est un fait.

De même qu'ils n'ont pas abandonné Thieu, les Américains font tout ce qu'ils peuvent pour perpétuer au pouvoir une clique pro-américaine au Cambodge, dans le cadre de leur projet néo-colonialiste. Il ne faut

pas compter qu'ils « lâchent » leur clientèle, car l'enjeu est de taille : il s'agit de choisir entre une voie de développement rattachée au système capitaliste ou une voie progressiste déterminée par les intéressés eux-mêmes.

Pour ces raisons, les Américains recherchent une solution de compromis entre la droite et le F.U.N.K., mais, ne l'ayant pas mis sur pieds, ils poursuivent leur agression contre le Cambodge.

Les dirigeants du F.U.N.K. ont nettement répondu par la négative aux stratagèmes pour l'ouverture de négociations avec Lon Nol.

Leur position est fondée sur deux considérations qui dégagent la spécificité du Cambodge par rapport à ses deux voisins indochinois :

Il n'y a qu'un seul gouvernement réel au Cambodge, celui que préside Samdech Norodom Sihanouk, et qui exerce de fait son autorité sur l'immense majorité du territoire et de la population. Il n'y a pas de troisième composante au Cambodge : les manifestations d'opposition au régime Lon Nol ne se réfèrent à aucune personnalité ou organisation politique (fraction bouddhiste ou catholique ou neutraliste structurée comme au Viet Nam et au Laos) sinon au F.U.N.K. lui-même.

Samdech Norodom Sihanouk a déclaré que le G.R.U.N.C. s'attendait à devoir soutenir une guerre de libération jusqu'en 1976, date à laquelle prendra fin le mandat de R. Nixon. La guerre du Cambodge risque non seulement de durer mais elle risque d'être « oubliée ».

Cette constatation souligne la responsabilité des organisations qui se sont fixées comme objectif de soutenir la lutte anti-impérialiste des peuples indochinois.

L'arrêt de l'agression ouverte des Etats-Unis contre le Viet Nam ne permet-il pas un déplacement relatif de la priorité de nos tâches ? Il faut informer l'opinion sur ce qui se passe au Cambodge, il faut lutter pour que le Gouvernement Français rompe ses relations avec Phnom Penh ; il faut amplifier l'aide politique et matérielle au F.U.N.K.

Le séjour de Samdech Norodom Sihanouk au Cambodge

Les zones libérées correspondent aux 9/10 du territoire et des populations cambodgiennes ; onze ministres du G.R.U.N.C. séjournent habituellement sur le territoire national. Il ne s'agit donc pas d'un gouvernement en exil. Mais l'implantation du G.R.U.N.C. s'est concrétisée récemment d'une façon spectaculaire et nouvelle par le voyage qu'a effectué durant un mois (en février-mars 1973) le chef de l'Etat dans plusieurs provinces du pays.

Marqué par un étroit contact avec les masses populaires, notamment au cours de nombreux meetings, ce séjour de Samdech Norodom Sihanouk au cœur du Cambodge a comporté notamment une visite aux temples d'Angkor.

Ce voyage témoigne également de l'unité entre les organisations qui mènent la lutte à l'intérieur même des frontières cambodgiennes et la partie du G.R.U.N.C. qui remplit sa tâche à l'extérieur.

L'itinéraire suivi, de la R.D.V.N. au Cambodge par la « piste Ho Chi Minh », matérialise l'étroite coopération anti-impérialiste des trois peuples d'Indochine.

Pour toutes ces raisons, les militants du Collectif doivent mesurer l'importance de l'événement et organiser en particulier des projections du film tourné au cours du voyage (ce film est maintenant disponible pour nos réunions).

Les prisonniers politiques au Sud Viet Nam

Lorsque J.P. Debris et A. Menras apprirent le 28 décembre 1972 qu'ils allaient être libérés et expulsés, après plus de deux années passées dans la prison de Chi Hoa, leur première réaction fut de vouloir rester auprès de leurs frères, les prisonniers politiques vietnamiens; ceux-ci leur communiquèrent alors le message suivant : « André et Jean-Pierre, il faut partir ! Il faut partir pour témoigner. Il faut partir pour raconter ce que vous avez vu ici, dans cette prison; pour raconter les tortures, les sévices, les assassinats. Il faut partir afin de parler de cette politique qui vise à tuer les patriotes à petit feu. Toutes ces choses se passent depuis des dizaines d'années et personne n'en parle dans les journaux. Il faut partir pour raconter, pour témoigner. Vous serez les porte-parole des prisonniers politiques vietnamiens enfermés dans les prisons de Thieu ». (J.P. Debris, A. Menras : **Rescapés des bagnes de Saigon, nous accusons**, page 217).

* * *

Les textes : « *Protocole à l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet Nam* » (27-1-1973).

Article 7

a) La question de la remise du personnel vietnamien capturé et détenu au Sud Vietnam sera résolue par les deux parties sud-vietnamiennes sur la base des principes de l'Article 21(b) de l'Accord sur la cessation des hostilités au Viet Nam du 20 juillet 1954, stipulant comme suit : « *Il est entendu que le terme internés civils signifie toutes les personnes qui, ayant contribué sous une forme quelconque à la lutte armée et politique entre les deux parties, ont été pour cela arrêtées et détenues par l'une des parties au cours de la période des hostilités* ».

b) Les deux parties sud-vietnamiennes accompliront cette tâche dans un esprit de réconciliation et de concorde nationales, afin de mettre un terme à la haine, d'alléger les souffrances et de réunir les familles. Les deux parties sud-vietnamiennes feront tout leur possible pour résoudre cette question dans les **quatre-vingt-dix jours** qui suivront l'entrée en vigueur du cessez-le-feu ...

Article 8

b) Tout le personnel civil vietnamien capturé et détenu au Sud Viet Nam sera en tout temps traité humainement et en conformité avec la pratique internationale.

La réalité

Les chiffres : Environ 200.000 personnes détenues; plus de 100.000 en 1971 d'après des sources officielles américaines (U.S. Assistance programs in Vietnam-Hearings. July-August 1971, p. 105). Les dizaines de milliers d'arrestations de 1972 ont porté ce chiffre aux environs de 200.000 d'après M. Ngo Cong Duc, ancien député de Saigon réfugié en Suède (Stockholm

janvier 1973), dans 21 prisons centrales, 521 prisons régionales.

Un porte-parole de Thieu déclare le 5 mars qu'il n'y a que 5.081 personnes civiles incarcérées. Flagrant mensonge : un document officiel saigonais, confidentiel qui a été rendu public le 21 mars par la Communauté vietnamienne de Paris révèle que dans le seul centre de Poulo Condor il y a :

— Total des surveillants :	102
— Nombre de prisonniers :	9.850 dont
Hommes : Inculpés :	5.622
Suspects	74
En détention préventive	3.096
Femmes : Inculpées :	339
Suspectes	99
En détention préventive	620

(Rapport sur la situation générale n° 040/TTCH/CS/CD/1; de 7 heures du 19-2-73 à 7 heures du 20-2-73, de la direction du centre de Poulo Condor à M. le Directeur du centre de rééducation de Saigon).

Des conditions de détention inhumaines :

Les témoignages bouleversants sont trop nombreux pour être tous reproduits. R.P. Paringaux, correspondant de l'A.F.P. à Saigon qui a pu rencontrer 14 rescapés des 124 détenus « pro-communistes » libérés discrètement par Saigon en février dernier, avec interdiction de rentrer à Saigon et de parler à des journalistes. Paringaux a passé outre aux menaces du régime Thieu, a publié son article ..., et a été expulsé le 27-3-1973. Il faut le lire, *in extenso*, dans **Sud Vietnam en lutte** n°191 : « *Ils se traînent par terre pour se déplacer. Leurs bras et tout leur corps sont squelettiques et leurs jambes atrophiées, insensibles, couvertes de profondes cicatrices..., leurs poumons sont apparemment abîmés ..., ils affirment que leurs poumons ont été détruits par la chaux dont ils étaient aspergés par les gardiens... Dans les cages à tigres où ils seront jusqu'à huit, ils sont en permanence enchaînés par les pieds à une barre de fer transversale. Beaucoup, disent-ils, mourront et surtout chez les femmes perdront la raison, secouant les jours et les nuits de terribles crises ... A plusieurs reprises certains des quatorze rescapés de Con Son ont fait état de révoltes. Elles éclatent en raison de la faim insupportable ou parce que trop de détenus sont morts dans les jours précédents ... ».*

Mgr Gumbleton, évêque auxiliaire de Detroit (**Le Monde**, 27-4-1973) : « *Nous sommes venus au Sud Vietnam pour nous rendre compte, sur place, de la question des prisonniers politiques ... Nous avons pu rencontrer un certain nombre de prisonniers politiques récemment relâchés par le gouvernement de Saigon : ils sont devenus tous infirmes ... Il faut que les prisonniers politiques soient immédiatement libérés ... Il faut que les libertés démocratiques soient rétablies au Sud Vietnam conformément à l'Article 11 de l'Accord de Paris* ».

Une politique d'extermination systématique

William Colby reconnaissait devant le Congrès en 1971 que le programme « Phœnix » (de « neutralisation de l'infrastructure Vietcong ») avait abouti à l'assassinat de plus de 20.000 personnes (**Hearings on U.S. Assistance**, p.187). Patrice de Beer, dans **Le Monde**, 30 mars 1973 : « *Un cadre américain du plan « Phœnix » devant lequel nous avons évoqué le chiffre d'une vingtaine de milliers de morts pour la région septentrionale du Vietnam du Sud, s'était exclamé : Il y en a eu beaucoup, beaucoup plus, et si on nous avait laissé faire ... !* ».

Encouragé, soutenu par des milliers de conseillers américains déguisés en civils restés à Saigon, Thieu continue cette politique. « *De retour du Sud, Mgr Bellanger, évêque de Valleyfield (Québec) et M. Lebel, professeur de Droit canadien, ont déclaré à Montréal que les adversaires du régime Thieu sont systématiquement liquidés ... Ils ont publié un télégramme du commandant en chef de la police demandant à ses services de détenir dans des camps de concentration les personnes troublant l'ordre public ... Le document demande aussi aux autorités régionales de poursuivre leurs efforts en vue de neutraliser les personnes troublant l'ordre public, ce qui selon Mgr Bellanger veut dire abattre sur place* ». (**Le Monde**, 19-5-1973).

« Jusqu'à la fin de 1971 nous n'avions côtoyé, à la prison de Chi Hoa que des cadres et des soldats du F.N.L ... A partir d'octobre 1971 ... se produisit la première vague d'arrestations qui frappait les étudiants ... Puis en mars 1972, début de l'offensive du F.N.L., une seconde vague d'arrestations est venue gonfler la prison de Chi Hoa ..., des juristes comme Mme Ngo Ba Thanh, diplômée de l'Université de Strasbourg, des avocats comme notre propre défenseur Nguyen Long, des professeurs, des intellectuels, des étudiants comme Huynh Tan Man, président de l'Association des Etudiants Vietnamiens ... Or tous ces avocats, ces intellectuels, ces étudiants catholiques et même des prêtres catholiques comme le père Chan Tin; tous ces moines bouddhistes qui ont refusé d'aller au service militaire, il est bien évident qu'à tous ces gens, on ne peut pas leur mettre l'étiquette de communistes. Ces hommes et ces femmes sont généralement connus ..., ils vont raconter ce qu'ils ont vécu eux-mêmes et ce qu'ils ont vu autour d'eux dans les prisons, les tortures subies ... C'est donc une question de survie pour le régime Thieu que de se débarrasser de ces gens-là tout particulièrement ». (J.P. Debris, A. Menras, ..., p. 212)

Des listes comportant plusieurs milliers de noms sont publiées et diffusées au fur et à mesure que les renseignements sont recueillis auprès des parents : « *Prisonniers politiques au Sud Vietnam, listes de prisonniers, appel des 30 mouvements; Saigon, février 1973* » (Paris, Communauté vietnamienne, 18, rue du Cardinal Lemoine, 75005 Paris). — « *Au Sud Vietnam, étudiants et lycéens en prison; Saigon 1972* » (Paris, Communauté vietnamienne). — « *Conférence internationale pour la libération des prisonniers politiques*

du Sud Vietnam, Paris, les 12, 13 et 14 avril 1973, liste des prisonniers politiques au Sud Vietnam, 2^e série ». Au péril de leur vie, les détenus font parvenir à l'extérieur des lettres où ils dénoncent les sévices et tortures qu'ils subissent, et lancent de pressants appels à l'aide : lettre de Nguyen Duy Thong, président du Comité du droit à la vie du peuple, à la Commission militaire quadripartite, décrivant une sanglante répression le jour du Nouvel an lunaire à Chi Hoa : à la suite de quoi il a été matraqué le 15-3-1973, et on a perdu sa trace. (**Images des prisons du Sud Vietnam**, Saigon, Paris, 1973, p.44 — **Lettre de mères de jeunes détenus au pape Paul VI**). « **Lettre de protestation de tous les détenus de la prison de Tan Hiep** » (*Conférence de presse du 21 avril 1973 de la Communauté vietnamienne*) : une cellule de 100m² abrite plus de 200 détenus, le camp comprend près de 20.000 personnes, les détenus sont « transformés » en prisonniers de droit commun ... « **Lettre des 8.000 prisonniers politiques détenus à Con Son** », adressée à la C.I.C.S. (*Images des prisons du Sud Vietnam*, p. 45).

Face à ces tentatives pour briser leur résistance physique et morale, la plupart des détenus opposent leur patriotisme, leur idéal révolutionnaire. A propos des 124 détenus infirmes de Poulo Condor, cités ci-dessus, R.P. Paringaux de l'A.F.P. écrit : « Par contraste leur santé morale à l'exception de deux qui ont en partie perdu la mémoire, est étonnante. Ils racontent d'une voie unie, sans colère, les étapes de leur vie de prisonniers, les tortures, les sévices et souvent les noms de ceux qui y ont participé, ceux aussi de certains de leurs camarades de cellule qui n'ont pas résisté ... Tous d'ailleurs s'attendaient à mourir à Con Son. Je savais, dit le premier d'entr'eux, que j'avais 99% de chance de mourir. Mais j'avais choisi de mourir comme cela plutôt que de vivre sous ce régime. Ho Chi Minh avait raison : Thieu ne représente pas le peuple vietnamien ».

* * *

Que faire ? Il faut que chacun de nous réponde à l'appel que les détenus politiques du Sud Vietnam nous lancent, chaque jour, de leurs camps. Il faut lutter pour l'application des Accords de Paris qui garantissent le rétablissement des libertés démocratiques, et par conséquent la libération des prisonniers politiques, par le régime Thieu et son soutien américain

Notre action peut-elle être utile ? Oui. Les coopérants français Debris et Menras rapportent que toute démarche de caractère international en faveur des détenus parvenait à la connaissance des prisonniers, leur apportant un réconfort moral incalculable. La diffusion de listes de noms de prisonniers permet une certaine protection de ceux-ci.

Nous vous proposons donc de signer la lettre rédigée par le Collectif ou d'en écrire vous-même une à l'attention d'un prisonnier politique. Nous la ferons parvenir par l'intermédiaire des organisations vietnamiennes compétentes, en l'adressant nominalelement à un prisonnier mentionné sur les listes diffusées par la Communauté vietnamienne de Paris.

Le microscope électronique est parti pour Hanoi

Collecte du Collectif Intersyndical d'Orsay

Orsay : Laboratoires de l'Université 66.407

Orsay : dons de personnes de l'Université 33.500

Divers : CES Les Ulis, Halle aux Vins, Saclay, Biochimie, Entreprises, Cité Internationale, Ecole Maternelle, EDF Clamart, Gif CNRS, Villejuif INSERM, CFDT Bertin, Institut National Agronomique 11.943

Suisse : Chercheur du CERN 2.000

Collecte du Collectif Intersyndical au niveau national 50.000

Dans les Centres Universitaires suivants :

Lyon (Maths)

Avignon (Centre de Recherche agronomique)

Grenoble (Institut de Géographie Alpine,

Chimie, Institut d'Etudes Politiques, Sciences Humaines)

Charles X

Marseille (Maths)

Bordeaux

Paris X (Anglo-américain, Bibliothèques, Lettres et Sciences)

Paris XIII (Lettres)

Paris (Géophysique, Halle aux Vins, Biologie moléculaire, Institut de Géographie)

ENSAD

Bibliothèque Nationale

Collège de France

Thiais (CNRS)

Metz (Maths)

Rennes (Institut des Sciences Appliquées)

Reims (Sciences)

Besançon (Sciences)

Orléans (CNRS)

Dijon (Lettres)

Nantes (Sciences, Architecture)

Amiens

Oran (APES)

et dons de nombreuses personnes individuellement.

Cette liste s'ajoute à celle donnée dans le précédent numéro. Précisons aussi qu'il ne s'agit que d'une participation du Collectif national qui a par ailleurs consacré une autre partie des fonds collectés à l'achat d'autre matériel et de livres. Total 163.850 F.

Pour la coopération scientifique avec le Viet Nam

Avec la nouvelle situation au Viet Nam, nous pensons qu'il est possible de faire plus et mieux que ce qui a été fait jusqu'ici, comme en témoignent de nombreuses initiatives en France, mais aussi aux U.S.A., en Italie, en Hollande, en Grande Bretagne ...

En France les collectes du Collectif Intersyndical Universitaire pour le Microscope Electronique ont montré le succès de ces initiatives dans nos milieux et le Microscope va être livré à Hanoi. Par ailleurs, la Société Française de Physique a décidé d'inviter deux cadres scientifiques vietnamiens. Plusieurs groupes de spécialistes veulent faire du travail sérieux et concret.

Par ailleurs, les cadres scientifiques et techniques du Viet Nam attendent beaucoup de nous. Sans vouloir exagérer l'importance de ce que nous pouvons faire nous sommes, comme eux, convaincus qu'il est possible d'être efficaces dans des domaines précis et limités à condition d'être concrets et bien informés.

Dans un appel qui est soumis actuellement à la signature des universitaires et chercheurs qui approuvent cette action, il est dit :

« Nous appelons les universitaires, chercheurs et techniciens à développer cette forme de soutien qu'ils sont seuls à pouvoir apporter. L'aide scientifique et technique est par nature l'aide qui permet à celui qui la reçoit, de s'aider lui-même en toute indépendance. Cette aide sera apportée à la République Démocratique du Viet Nam et au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Viet Nam en se conformant aux besoins exprimés par nos collègues vietnamiens.

Nous appelons les universitaires, chercheurs, techniciens à organiser des collectes d'argent destinées à l'achat de livres et de matériel scientifique et à participer aux groupes de travail spécialisés chacun dans un domaine précis de coopération.

Des groupes de travail sont déjà constitués pour les disciplines les plus importantes. Ils ont commencé l'inventaire des possibilités d'aide individuelle et des laboratoires. Ils ont édité une brochure qu'on peut se procurer en écrivant au Collectif Intersyndical, 28, rue Monsieur Le Prince - Paris 6^e et qui contient les informations utiles sur les actions projetées et les besoins dans chaque domaine.

Trois chercheurs de la R.D.V.N., dont le professeur NGUYEN VAN HIEU, directeur à l'Institut de Physique de Hanoi viennent de séjourner en France à l'invitation du Collectif. Avec eux nous avons discuté de tous les aspects concrets et pratiques de la coopération scientifique avec le Viet Nam. Cette tâche de longue haleine ne fait que commencer. La participation de tous sera nécessaire pour la mener à bien !

Collectif Intersyndical Universitaire - 28, rue M^r le Prince, 75006 Paris - C.C.P. M^r E. Schatzman 6.991-45 Paris

Tous ces articles ont été rédigés en commun par : S.N.E. Sup, S.N.C.S., S.N.B., S.N.P.C.E.N. (F.P.E.N.); U.N.E.F.; S.N.T.R.S., S.N.P. de l'I.N.R.A. (C.G.T.) S.N.E.T.A.P. (Collectif Intersyndical Universitaire d'Action Vietnam - Laos - Cambodge)

Directeur de la publication : André CHANCONIE — Imp. P.C.K. Meudon